

ALGAL

Une journée d'étude
sur l'aluminium

La journée d'étude sous le thème «l'aluminium, matériau moderne de construction» organisée dimanche dernier par la Société algérienne de l'aluminium, filiale de l'Entreprise nationale de métallurgie et de transformation des métaux non ferreux (Metanof), a levé le voile sur de nombreux aspects de l'aluminium. Notamment sur le marché national où ce matériau est de plus en plus sollicité dans la réalisation des logements et des équipements publics.

Les architectes représentants de différents bureaux d'études présents, ont été unanimes pour reconnaître que l'utilisation de l'aluminium est en progression constante. Ils ont également souligné l'absence de toute information sur ses spécificités, les avantages et les inconvénients en matière de pose de murs-rideaux, revêtement de façades, de verrières, faux plafonds, isolation thermique et acoustique...

Dans leurs communications, les intervenants ont été prolixes en données techniques. Ils n'ont, par contre, rien laissé filtrer sur les coûts de réalisation comparativement au béton ou le bois en ce qui concerne les portes, les fenêtres et autres. L'absence d'un module sur l'aluminium dans les études pour l'obtention d'un diplôme d'architecture a été soulevée par les enseignants universitaires et étudiants. «N'ayant aucune information technique sur l'utilisation de l'aluminium, les bureaux d'études sont contraints d'élaborer des études approximatives ou éviter carrément son utilisation dans la réalisation des logements et des équipements publics», a affirmé un enseignant de l'institut d'architecture de l'université Badji-Mokhtar Sidi Amar à proximité duquel s'est tenue la manifestation. De leur côté, les promoteurs ont soulevé la très mauvaise qualité des accessoires dont ceux destinés à l'étanchéité ainsi que l'absence de spécialistes pour le suivi efficace des réalisations.

L'ensemble de ces aspects ont trouvé réponse dans l'intervention de M. Hafsi Azzedine, président-directeur général de la filiale Algal qui compte quatre unités de production à Oran, Ghazaouat, Alger et Annaba et 200 travailleurs. «L'absence de module sur l'aluminium et son utilisation dans la construction n'est pas spécifique à l'Algérie. Pour y suppléer, nous avons créé un centre de formation pour l'obtention d'un diplôme de CAP ou TS. Notre filiale couvre 15 % des besoins du marché national et assure le suivi des chantiers qui la concerne.

Grâce au savoir-faire des architectes et techniciens chargés de cette mission», a précisé M. Hafsi. La journée d'étude avec exposition des produits Algal a été riche en enseignements. Elle a vu la participation de la représentante de la société britannique Reynears. Il s'agit d'un spécialiste européen de la menuiserie aluminium implanté dans 26 pays du monde dont l'Algérie pour l'Afrique du Nord. Première du genre dans le pays, la journée a permis aux décideurs des DLEP, DUC, OPGI, EPLF promoteurs privés et publics des régions de l'est du pays, ainsi qu'aux architectes de mieux appréhender l'ensemble des problèmes liés à la production, l'utilisation des profilés, accessoires et la fabrication des ouvrages en aluminium.

Tel était l'objectif que s'étaient assignés les responsables d'Algal en organisant cette journée. Elle inaugure la communication tous azimuts qu'entreprind cette EPE auprès de ses clients d'autant que des journées similaires sont programmées prochainement à Alger et Oran. Cette démarche est soulignée par M. Hafsi : «Nous sommes conscients que la concurrence est la règle essentielle dans une économie de marché. C'est pour cela que nous demeurons toujours à l'écoute de nos clients et partenaires pour apporter le plus qui puisse répondre à leurs exigences».

Il reste cependant que l'actuel lieu d'implantation de l'unité de Annaba n'est pas adapté pour un développement plus important des activités d'Algal. Située dans la zone d'activités commerciales (ZAC) El Bouni, inaccessible au regard du très mauvais état de la route et l'insécurité qui y règne, cette unité est handicapée par un isolement presque total. Un problème que pourrait prendre en charge M. Mohamed Ghazi, wali de Annaba, qui a clôturé la manifestation en ordonnant le lancement des travaux de réfection de la route et de l'éclairage public. Faute d'une sérieuse prise en charge, cette ZAC stratégique au plan socioéconomique est à l'agonie.

A. Djabali

FICHER DE L'ÉTAT CIVIL

L'informatisation tarde à voir le jour

Au moment où les informaticiens et les chercheurs en cryptologie du monde entier clament que la sécurité sur Internet et autres réseaux similaires de communication est «incontrôlable», le ministère de l'Intérieur algérien tergiverse sur l'informatisation des fichiers de l'état civil à cause notamment de ce problème de sécurisation du futur réseau.

Les gestionnaires de ce dossier, qui se penchent actuellement sur le système de sécurité de ces fichiers, aspirent à un risque zéro. «Les fichiers de l'état civil sont très sensibles. C'est la mémoire de tout un peuple et nous devons nous assurer de l'absence de tout risque de piratage qui pourrait affecter ce réseau. Il faudrait que le futur réseau soit sécurisé à 100 %. Nous aspirons à un risque zéro», dira le chef du service des affaires publiques et de la réglementation de la commune de Constantine.

En fait, ce degré de risque n'existe nulle part ailleurs. Et n'importe quel bon informaticien, à partir de n'importe quel point du monde, constitue indéniablement une menace potentielle pour tout réseau informatique. Même les intranets sont vulnérables. Une «liberté informatique» qui serait la moins mauvaise des solutions, du fait que les malfrats, eux aussi, pourraient utiliser à leurs avantages des systèmes véritablement sécurisés, la police ne pourrait plus agir dans ce cas de figure.

Ainsi, les chantiers d'informatisation des fichiers de l'état civil, lancés par ladite administration depuis pratiquement une éternité, risquent de s'étaler encore dans le temps. Quant aux citoyens, qui aspirent à une qualité de service meilleure et à une instantanéité dans le traitement de leurs commandes de documents d'état civil, ils n'ont qu'à prendre leur mal en

patience. «Sous d'autres cieux, on répond instantanément aux commandes des citoyens. Tout est informatisé. Ici, il nous faut encore une éternité pour être à la page», lâchera un septuagénaire, retraité de son état, qui venait demander un extrait d'acte original de naissance. La préposée au guichet lui a signifié qu'il ne pourrait avoir son document avant deux jours.

Décidément, cet argument de sécurisation du réseau dénote l'incompétence des meneurs de l'informatisation du service de l'état civil. Autant dire que les opérations de modernisation ont été définitivement achevées dans plusieurs autres structures administratives. L'exemple du secteur de la justice est enviable.

Le citoyen peut, depuis plusieurs années déjà, se procurer son certificat de nationalité ou l'extrait de son casier judiciaire à partir de n'importe quelle juridiction à travers le territoire national. Ceci est possible grâce à un réseau informatique, d'autant que les informations stockées dans les serveurs de l'administration judiciaire sont de la même nature que ceux du service en question, c'est-à-dire que ce sont des données sur l'état civil des Algériens.

Pourtant, plusieurs communes du pays, à l'instar de Constantine d'ailleurs, où toutes les données à compter de 1920 sont numérisées, ont achevé les opérations de numérisation des données sur

l'état civil. Les bases de données sont fin prêtes et il ne reste que leur mise en réseau. Certaines communes délivrent déjà des documents d'état civil traités par des moyens informatiques. «Il ne s'agit pas d'une version numérisée de l'acte lui-même, mais c'est du simple traitement de texte», affirme le chef du service des affaires publiques et de la réglementation de la commune de Constantine.

À ses yeux, la saisie des renseignements pour les actes de l'état civil serait plutôt une perte du temps. «Nous préférons remplir les documents à la main plutôt que d'utiliser des équipements informatiques. Nous pouvons gagner beaucoup de temps», expliquera-t-il. Mais pourquoi n'opterait-on pas pour des réseaux, pour chaque circonscription, à partir du moment où les banques de données sont fin prêtes ? Dès lors, l'argument de la sécurisation du «réseau national» deviendrait caduc.

Dans plusieurs wilayas, plusieurs petites communes ont, en effet, réussi cette «prouesse» sans que cela relève d'une simple opération de traitement de texte mais bien à partir d'une base de données réelles.

En général, on constate à Constantine, depuis quelques mois, un léger mieux dans le traitement des commandes par les citoyens de documents d'état civil, même s'il subsiste encore des problèmes de part et d'autres au niveau des neuf secteurs urbains de cette commune, où le citoyen est pris en otage avec des mesquineries bureaucratiques encore courantes.

Précédemment, obtenir un extrait d'acte original de naissance, à titre d'exemple, relevait d'un véritable parcours du combattant.

Le demandeur pourrait attendre, parfois, une quinzaine de jours pour obtenir ce fameux document.

Enfin, il convient de noter que cette administration délivre, en moyenne, 1 800 extraits d'actes par jour. Un chiffre qui, parfois, atteint des pics dépassant 3200 d'extraits d'actes par jour. Le nombre des actes enregistrés sur les morasses de cette commune est de l'ordre de 1,5 million. Plus de 25 000 nouveaux actes de naissance ont été enregistrés durant l'année 2008, dont 9 000 seulement pour ceux résidant à Constantine. Les autres habitent, soit les communes dépendant administrativement de la wilaya de Constantine, soit les communes environnantes dépendant des wilayas limitrophes.

Sur un autre plan, le service de l'état civil de la commune de Constantine a enregistré environ 4000 rectifications sur les renseignements consignés sur ses registres. Un chiffre qui représente pratiquement la moyenne depuis plusieurs années, selon le chef du service des affaires publiques et de la réglementation. Selon ses dires, cette réalité s'explique par les dégâts causés par l'arabisation, entamée en 1976. D'ailleurs, avance-t-il, la quasi-totalité des erreurs corrigées sur les actes d'état civil remontent à cette période allant de la fin des années 1970 au début des années 1980. D'autres erreurs sont à mettre au passif des fonctionnaires des hôpitaux. Il proposera, à ce titre, la création d'un formulaire qui serait rempli par les intéressés au moment de l'établissement du certificat d'accouchement. Un document qui sera annexé au dossier transmis au service de l'état civil.

L. H.

MALGRÉ QU'ELLE ÉVOQUE L'INSTABILITÉ JURIDIQUE DU PAYS

La France exporte pour 5 milliards
d'euros vers l'Algérie

Les exportations françaises vers l'Algérie ont atteint 5 milliards d'euros en 2008. Pour autant, si des entreprises françaises affluent vers notre pays, d'autres en refluent aussi, l'instabilité juridique restant dissuasive, selon des observateurs français.

Chérif Bennaceur - Alger (le Soir) - Cent dix entreprises françaises, européennes et algériennes, déjà inscrites, participent, du 28 au 31 janvier 2009, à la première édition du Salon Hassi Messaoud industries. Ce salon international se déroulera sur 3 000 m² à Hassi Messaoud (route de l'In Aménas), au «cœur de l'industrie du pétrole et du gaz».

Cette manifestation est organisée à l'initiative de la Chambre française de commerce et d'industrie en Algérie (CFCIA) et de la Chambre de Marseille-Provence (CCIMP). Selon le président et le directeur général de la CFCIA, MM. Michel de Caffarelli et Jean-François Heugas, qui l'ont annoncé hier lors d'une conférence de presse, cet événement répond à la demande des entreprises locales et est ouvert à tous les secteurs de l'industrie de la région.

D'autre part, une mission itinérante d'opérateurs français se déplacera, en mars 2009, à Annaba, Sétif et Constantine, sous l'égide de la CFCIA. Outre des rencontres avec les

adhérents des chambres régionales de commerce et d'industrie, l'opportunité sera offerte à des entreprises de l'Hexagone pour présenter leurs expertises aux collectivités locales.

Le marché algérien
reste «bon»

Au-delà de cette double annonce, cette conférence de presse a permis aux deux responsables de la CFCIA de présenter un bilan assez mitigé de la coopération économique algéro-française. Ainsi, près de 400 entreprises françaises sont implantées dans notre pays et les investissements français sont en évolution positive, tant en flux qu'en stocks, selon les représentants de la chambre. Voire, les exportations françaises vers notre pays ont atteint en 2008 un volume de 5 milliards d'euros, un chiffre inédit pour notre pays qui demeure un client essentiel de la France hors la zone de coopération et de développement économique (OCDE). Selon la CFCIA, tous les postes d'exportation ont

augmenté, la fourniture de produits agricoles marquant un bond de l'ordre de 80%. Une évolution qui reflète, certes, les fluctuations des prix des matières céréalières en 2008 mais aussi le fait que le marché algérien reste un «bon marché». Un marché algérien qui «reste très attractif», dira Michel de Caffarelli qui considère néanmoins que «les difficultés demeurent très lourdes».

Afflux et reflux des
entreprises françaises

Pour le président de la CFCIA, «beaucoup de projets restent à faire» en Algérie malgré le contexte économique international. Voire, des entreprises françaises sont intéressées par la délocalisation de leurs activités dans notre pays. Une possibilité à «l'étude» pour deux entreprises françaises du secteur mécanique, selon le directeur général de la chambre qui n'a pas révélé leur identité.

A contrario, des parts de marché en Algérie qui «rétrécissent» pour la France. Voire des entreprises françaises, deux grandes notamment, qui «partent» selon Michel de Caffarelli, également discret sur leur nature. En expliquant ce «reflux» notamment par leurs échecs aux divers appels d'offres lancés en matière

de privatisation, les retards dans le déroulement de ces soumissions et les pertes financières en découlant. Mais aussi par une sous-traitance industrielle encore peu développée au niveau local. Ce qui est «dommage» et préjudiciable aux intérêts des entreprises qui engagent des «investissements lourds», relèvera le président de la CFCIA, citant tacitement le constructeur automobile Renault.

Une épée de Damoclès
plane sur les entreprises

Les grandes entreprises françaises du secteur des travaux publics sont «absentes» dans notre pays. «Ce qui n'est pas logique», relèvera Michel de Caffarelli. Tout comme «l'instabilité juridique» reste décourageante pour les entreprises qui veulent venir dans notre pays, selon les deux conférenciers.

Ainsi, les «lois qui changent» régulièrement, les «nouvelles impositions fiscales» et autres «nouvelles règles du jeu», auxquelles il faut pourtant se conformer, dissuadent quelque peu les investisseurs intéressés. Et cela même si plusieurs opérateurs français sont «sur les starting-blocks», dira Jean-François Heugas.

C. B.